



ACTUALITES EN BREF DU MERCREDI

- L'égalité des sexes au centre d'un forum organisé par l'UNESCO à Athènes
- Côte d'Ivoire : l'ONU salue un accord sur la liste électorale définitive
- RDC : les casques bleus prolongent l'opération de sécurisation dans l'est
- Le PNUE soutient la gestion des déchets électroniques au Kenya
- Moscou accueillera la 1ère Conférence mondiale sur la protection de l'enfance
- L'ONU inquiète du projet d'un pasteur américain de brûler le Coran
- Le Libéria a besoin de la communauté internationale pour continuer sa reconstruction
- John Holmes : les opérations humanitaires sont mieux organisées et mieux financées
- Haïti : à l'approche des élections, un risque d'agitation sociale existe
- L'ONU-Habitat récompense six villes pour leurs politiques d'aménagement
- Pakistan : Amos dans l'une des provinces les plus touchées par les inondations
- Ban Ki-moon achève sa visite au Rwanda
- L'ONU plaide pour une coopération renforcée pour lutter contre le terrorisme

L'égalité des sexes au centre d'un forum organisé par l'UNESCO à Athènes



8 septembre - A la veille du Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement qui se déroulera à New York du 20 au 22 septembre, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) organise un Forum sur le thème « L'égalité entre les genres : le chaînon manquant ? Repenser les objectifs de développement internationalement reconnus au-delà de 2015 » à Athènes, Grèce, du 9 au 11 septembre.

Cette réunion intervient à un moment charnière, à cinq ans de l'échéance des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des Objectifs de l'Education pour tous.

Alors que les femmes représentent les deux tiers des 796 millions d'adultes analphabètes dans le monde, elles ont aussi été affectées de manière disproportionnée par les crises alimentaire et économique de 2008. Il s'agit donc de redoubler d'efforts et de continuer à sensibiliser le public sur le lien existant entre l'égalité entre les sexes, le développement et la paix et d'anticiper les défis de l'après 2015.

De nombreuses personnalités internationales, des experts, des représentants de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, du secteur privé, du monde universitaire et des médias prendront part à ce forum parmi lesquelles Saskia Sassen (Etats-Unis), professeur de sociologie à l'Université de Columbia et professeure invitée à la London School of Economics ; Claudie Haigneré (France), Présidente d'Univscience, Palais de la découverte et de la Cité des sciences, ancienne ministre de la recherche et des nouvelles technologies et ancienne ministre des affaires européennes ; Zhili Chen (Chine), Présidente de la Fédération nationale des femmes de Chine et ancienne Conseiller d'Etat ; Aminata Traoré (Mali),



Présidente du « Forum pour un autre Mali » et ancienne ministre de la culture ou encore Joséphine Guissou Ouédraogo (Burkina Faso), Secrétaire exécutif d'ENDA Tiers-Monde à Dakar.

Côte d'Ivoire : l'ONU salue un accord sur la liste électorale définitive



Un poste d'observation de l'ONU en Côte d'Ivoire.

8 septembre - L'accord intervenu lundi entre les principaux responsables politiques de Côte d'Ivoire sur la liste électorale définitive constitue une avancée majeure dans le processus électoral et celui de l'identification, a déclaré mercredi l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

Ce progrès va permettre la production de la liste électorale définitive et la tenue de l'élection présidentielle qui est prévue le 31 octobre. Cet accord entre les membres ivoiriens du Cadre Permanent de Concertation (CPC), à savoir, le Président Laurent Gbagbo, le Premier Ministre Guillaume Soro, le Président du PDCI, Henri Konan Bédié et le Président du RDR, Alassane Dramane Ouattara va consolider davantage les acquis de l'opération d'identification, estime l'ONUCI.

« De ce point de vue, cet accord représente un acte historique car des millions de personnes recevront leurs cartes d'identité pour la première fois », souligne la Mission onusienne qui félicite tous les acteurs nationaux et internationaux.

L'ONUCI exhorte les dirigeants politiques ivoiriens à œuvrer en faveur d'un environnement apaisé avant, pendant et après les élections.

La Mission poursuivra « son appui aux efforts du peuple ivoirien en vue de trouver une solution définitive à la crise, à travers, entre autres, l'organisation et le déroulement d'élections ouvertes, justes, libres et transparentes. » A cet égard, elle encourage le Groupe conjoint des observateurs internationaux à accompagner le peuple ivoirien dans cette phase cruciale du processus électoral.

RDC : les casques bleus prolongent l'opération de sécurisation dans l'est



Des Casques bleus en République démocratique du Congo.

8 septembre - Lancée dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) suite aux viols de masse perpétrés à la fin du mois de juillet, l'opération de sécurisation 'Shop Window' de la Mission de Stabilisation des Nations Unies en RDC (MONUSCO), va être prolongée jusqu'au 15 septembre.

L'objectif de l'opération est « de rassurer la population civile » récemment touchée par des attaques de milices armées, a indiqué mercredi par communiqué de presse la MONUSCO. Au moins 240 civils ont été violés dans 13 villages le long d'une portion de route de 21 kilomètres dans le territoire de Banamukira, entre le 30 juillet et le 2 août. Les assaillants ont bloqué la route et empêché les villageois d'atteindre les communications extérieures pour demander de l'aide. De nombreuses maisons ont également été pillées.

Un contingent de 750 casques bleus organisés en patrouilles a été déployé. Les troupes de la MONUSCO recueillent aussi des informations sur les groupes armés en vue de mieux contrer leurs actions criminelles et identifier les responsables de ces crimes odieux. Dans chaque village les casques bleus nouent des contacts avec les chefs locaux, les autorités administratives, les responsables de la société civile, et la population civile.

Au total huit bases sont déjà en place et 21 sorties d'hélicoptères ont été conduites dans la zone de Walikale-Kibua-Pinga. La zone d'opération couvre une superficie de 100 km sur 40 soit 4.000 km² et englobe la totalité des localités récemment affectées par les actes de pillage et de viols de masse.

« La prolongation de l'opération par rapport au plan initial permettra l'engagement de troupes supplémentaires et

l'héliportage d'engins blindés », souligne la MONUSCO. A terme les Forces armées congolaises (FARDC) auront la responsabilité de prendre la relève afin de sécuriser la zone.

« Depuis le début des opérations, aucun acte de violations des droits humains n'a été rapporté », indique la Mission de l'ONU.

Le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, Atul Khare, a réitéré mardi devant le Conseil de sécurité l'importance de mettre un terme à l'impunité et de mobiliser les moyens nécessaires pour traduire en justice les responsables de ces « crimes ». Il a recommandé aux membres du Conseil d'adopter des sanctions à l'encontre des dirigeants des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) à l'intérieur du pays comme à l'extérieur.

Le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix a plaidé en faveur « du maintien de la pression militaire sur les groupes armés illégaux ; la mise en œuvre de mesures non-militaires pour résoudre le problème des FDLR ; combattre l'exploitation illégale des ressources qui amène clairement la violence dans la région ; rétablir l'autorité de l'Etat dans les zones de conflits ».

Le PNUE soutient la gestion des déchets électroniques au Kenya



Des ouvriers assemblent des biens électroniques en Indonésie.

8 septembre - Le Kenya est en passe de devenir le premier pays d'Afrique orientale à mettre en place une réglementation sur la gestion des déchets électroniques, afin de minimiser l'impact de ces déchets sur l'environnement et la santé publique.

A l'initiative du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), des délégués du ministère kenyan de l'environnement et de l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (NEMA), des représentants du géant des logiciels Microsoft et des responsables de l'industrie des télécommunications se sont réunis à Nairobi mardi, pour définir ensemble la voie à suivre dans le traitement des déchets électroniques, conformément notamment à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination.

On appelle déchets électronique les biens de consommations contenant des composants électroniques, tels que les ordinateurs, les imprimantes, les téléphones portables, les réfrigérateurs ou les téléviseurs.

Une étude a montré que le Kenya génère à l'heure actuelle 3.000 tonnes de ces déchets électroniques chaque année, une quantité qui ne cesse d'augmenter à mesure que la demande des ménages pour les produits électroniques augmente.

La demande croissante d'appareils électroniques au Kenya, et plus généralement dans les pays en développement, s'est traduite par une croissance rapide des déchets électroniques. Compte tenu des risques pour la santé humaine représentés par les substances dangereuses, comme les métaux lourds, contenus dans la plupart de ces appareils, le traitement de ces déchets est devenu une nécessité.

Pour les autorités kenyanes, mesurer l'impact environnemental des déchets électroniques et cartographier les lieux où ils sont stockés et retraités est devenu une priorité nationale. Sous l'égide du PNUE, les participants ont donc évoqué les contraintes qui entravent l'élimination des déchets électroniques ainsi que les faiblesses des systèmes de collecte et des infrastructures de recyclage.

Pour le Kenya, le traitement de ces déchets représente également une opportunité économique, dans la mesure où le recyclage des métaux précieux qu'ils contiennent ou la remise en état de ces appareils constituent une filière génératrice d'emploi et de revenus, d'autant qu'au niveau mondial, la production de déchets électroniques augmente d'environ 40 millions de tonnes chaque année.

Pour la Directrice exécutive adjointe du PNUE, Angela Cropper, cette croissance des déchets électroniques représente « l'une des menaces mondiales émergentes ». Etant donné le rythme accéléré du développement des nouvelles technologies et la durée de vie réduite de nombreux biens de consommations électroniques, la réutilisation, le recyclage et des solutions

viables d'élimination sont indispensables, a-t-elle estimé.

« Le recyclage, la collecte, la réutilisation des appareils, des métaux précieux qu'ils contiennent et des composants électroniques, de même qu'une meilleure gestion des déchets et la mise en place d'une réglementation, sont des éléments essentiels si les pays et les entreprises veulent parvenir à exploiter et tirer profits des montagnes de déchets électroniques qui s'accumulent », a-t-elle ajouté.

« Le Kenya, comme la plupart des pays d'Afrique, n'a pas de politiques et de stratégies pour faire face aux déchets électroniques, et donc sa population est fortement exposée aux risques de santé qui sont associés à l'accumulation de ces déchets », a souligné de son côté Mark Matunga, de Microsoft.

À l'issue de la rencontre organisée par le PNUE à Nairobi mardi, des recommandations formulées par les participants doivent être transmises au gouvernement pour élaborer la première législation sur la gestion des déchets électroniques en Afrique de l'Est.

Moscou accueillera la 1ère Conférence mondiale sur la protection de l'enfance



Un enfant à Dili, la capitale du Timor-Leste.

8 septembre - Des chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres de l'Education et des représentants de la société civile du monde entier se retrouveront du 27 au 29 septembre à Moscou pour participer à la première conférence internationale sur l'éducation et la protection de la petite enfance, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Fédération de Russie et la municipalité de Moscou.

Cette conférence, dont le thème est « Construire la richesse des nations », sera l'occasion de discuter des moyens concrets d'améliorer l'accès à l'éducation et de renforcer la protection de la petite enfance.

« Les enfants sont notre ressource la plus précieuse », a déclaré Irina Bokova dans un message en prélude à la réunion de Moscou. « Saisissons l'occasion que nous offre cette conférence pour réaffirmer et intensifier notre engagement en faveur d'un départ dans la vie qui soit sain et heureux pour tous les enfants. En investissant dans les premières années, c'est nous tous que nous enrichirons ».

Parmi les principaux intervenants, figure l'économiste américain Jeffrey Sachs qui examinera l'éducation et la protection de la petite enfance sous l'angle de la problématique de l'investissement et de la productivité. Jack Shonkoff, professeur de pédiatrie à l'Ecole de médecine de Harvard qui préside le Conseil scientifique national sur le développement de l'enfant aux Etats-Unis, fera le point pour sa part sur la recherche sur le cerveau et le développement de l'enfant. Participera aussi à la Conférence Danny Faure, vice-Président des Seychelles.

La petite enfance correspond en théorie aux huit premières années de la vie. Période exceptionnelle de développement du cerveau, ces années établissent les fondations de l'apprentissage ultérieur. Cependant, il s'agit aussi d'une période d'une vulnérabilité extrême pour les jeunes enfants. Cela est particulièrement vrai dans le monde en développement, où un enfant a 40% de risques de vivre dans l'extrême pauvreté et où 10,5 millions d'enfants de moins de cinq ans meurent de maladies évitables chaque année.

Développer et améliorer la protection et l'éducation de la petite enfance, notamment celles des enfants les plus défavorisés est l'un des six objectifs de l'Education pour tous (EPT) fixés par les Etats membres de l'UNESCO en 2000. La conférence de Moscou fera le bilan des progrès accomplis et définira les moyens d'atteindre ce but pour les Etats. Elle explorera aussi les mécanismes permettant de fixer des repères et des cibles à atteindre, de surmonter les obstacles entravant les services en faveur du développement de l'éducation et de la protection de la petite enfance et permettant aussi de mesurer les progrès accomplis à cet égard.

La Conférence adoptera le Plan d'action de Moscou qui fixera une feuille de route pour les actions à entreprendre.



L'ONU inquiète du projet d'un pasteur américain de brûler le Coran



Staffan de Mistura.

8 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et son Représentant spécial pour l'Afghanistan, Staffan de Mistura, ont exprimé mercredi leur profonde inquiétude concernant le projet d'un pasteur américain de brûler en public un Coran.

"Le Secrétaire général est profondément inquiet des informations concernant le projet d'un petit groupe religieux de brûler des copies du Coran", a dit un porte-parole à New York. "De tels agissements ne peuvent être tolérés par aucune religion. Ils sont en contradiction avec les efforts des Nations Unies et de nombreuses personnes à travers le monde pour promouvoir la tolérance, la compréhension interculturelle et le respect mutuel entre les

cultures et les religions".

Staffan de Mistura a également exprimé, « de la part de l'ONU et de la communauté internationale présente" en Afghanistan, sa profonde « inquiétude » et son « indignation » concernant le projet du pasteur américain.

« L'exercice de la liberté d'expression ne devrait pas être confondue avec l'intention d'offusquer la religion et les croyances de millions de personnes », a souligné Staffan de Mistura dans un communiqué de presse de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). « Si un acte aussi détestable était commis, cela contribuerait à alimenter les arguments de ceux qui sont contre la paix et la réconciliation en Afghanistan », a-t-il ajouté.

Selon la presse, les membres du Dove World Outreach Center, une église évangéliste de Floride, ont fait part de leur intention de brûler en public un Coran à l'occasion de la commémoration du 11 Septembre 2001.

« Cela peut aussi mettre en péril les efforts de tant d'Afghans et d'étrangers qui essaient d'aider l'Afghanistan à trouver sa voie vers la paix et la stabilité dans le cadre de sa culture, ses traditions et sa religion », a dit le Représentant spécial qui souligne que cet acte serait particulièrement malvenu à la veille des festivités qui closent le jeûne du Ramadan.

Le Libéria a besoin de la communauté internationale pour continuer sa reconstruction



La Représentante spéciale de l'ONU au Libéria, Ellen Margrethe Løj.

8 septembre - Le Libéria a fait des progrès énormes mais il faut faire beaucoup plus dans certains domaines critiques pour consolider la paix et améliorer la situation générale du pays qui reste stable mais fragile, a indiqué mercredi la Représentante spéciale de l'ONU au Libéria, Ellen Margrethe Løj, devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Evoquant d'abord le rôle de la Mission des Nations Unies au Libéria ([MINUL](#)) qu'elle dirige, Ellen Margrethe Løj a estimé que la présence de la force onusienne jouait « un rôle stabilisateur dans la sous-région et dissuadait les activités transfrontalières illégales, dont le trafic de drogue ».

Selon elle, « les menaces majeures de déstabilisation du pays sont plus d'origines internes qu'externes », en raison de l'accroissement de la violence des gangs, des tensions communautaires et ethniques, de la compétition pour le contrôle des ressources naturelles, des conflits fonciers, de la violence sexuelle et des vols à mains armées qui se sont développés.

« Le niveau alarmant de chômage, notamment chez les jeunes et les anciens combattants de la guerre civile, ont encore accru les craintes pour la sécurité », a-t-elle ajouté, expliquant que la MINUL avait noté l'augmentation de la disponibilité d'armes à feu fabriquées dans la région et introduites illégalement dans le pays.

Cette réalité a amené la mission de l'ONU a travaillé avec le gouvernement pour combler le vide juridique sur le contrôle

des armes légères et de petit calibre.

La Représentante de l'ONU a également souligné les difficultés rencontrées par les forces de l'ordre libériennes pour répondre aux situations de tensions ou de violence. Citant différents événements intervenus ces derniers mois, elle a indiqué que « les institutions locales chargées de la sécurité étaient facilement dépassées » et que « des interventions régulières de la MINUL étaient nécessaires ».

Elle a également regretté le manque de confiance des Libériens dans le système judiciaire. Cela « montre l'importance de renforcer encore l'Etat de droit et les institutions sécuritaires, en particulier la police, les services d'immigration et l'administration pénitentiaire », a-t-elle estimé, avant de demander « plus de soutien extérieur » pour que le pays y parvienne.

Evoquant ensuite les élections présidentielle et législative qui se dérouleront en novembre 2011, Ellen Margrethe Loj les a qualifiées de « test critique pour le Libéria, dans son cheminement vers la démocratie ». Là encore selon elle, la communauté internationale devra apporter un soutien pour l'organisation de ces scrutins.

A propos de la réconciliation nationale, l'un des éléments clés de la stabilisation du pays, Ellen Margrethe Loj a indiqué que le gouvernement avait commencé à mettre en œuvre les recommandations de la Commission nationale Vérité et Réconciliation, notamment via le Palava Hut, un mécanisme traditionnel qui permet aux auteurs de crimes de demander pardon en public.

Pour conclure, la représentante de l'ONU a souligné « les contraintes financières extrêmes du gouvernement », dont le budget 2010, toujours en débat au parlement, atteint 347 millions de dollars.

« Les besoins sont effrayants, en particulier pour ce qui est de la construction des institutions, le gouvernement a des infrastructures extrêmement pauvres et il continue de sa battre pour offrir des services sociaux de base à sa population », a expliqué Ellen Margrethe Loj, avant de saluer toutefois le travail et les efforts de la Présidente Ellen Johnson Sirleaf et de son équipe.

« Si des progrès significatifs ont été réalisés pour renforcer la transparence et la responsabilité, plus encore doit être fait pour s'attaquer à la corruption, qui pourrait sérieusement entraver le développement du Libéria », a-t-elle conclu.

John Holmes : les opérations humanitaires sont mieux organisées et mieux financées



John Holmes.

8 septembre - La manière dont l'ONU répond aux catastrophes naturelles et aux situations d'urgence d'origines humaine et naturelle s'est considérablement améliorée ces dernières années, selon l'ancien Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, John Holmes, qui a quitté ses fonctions fin août, après plus de trois ans passés à ce poste.

Dans un [entretien](#) accordé au Centre d'actualités de l'ONU, il admet toutefois que des améliorations peuvent encore être apportées pour améliorer la coordination de l'aide et alléger les souffrances des victimes.

« Je pense que la réponse de l'ONU aux catastrophes est bien meilleure qu'elle ne l'était il ya 10 ou 20 ans. Nous sommes mieux coordonnés, mieux organisés, plus professionnels, plus rapides, plus prévisibles, et nous disposons de meilleurs financements », a estimé M. Holmes, qui a participé directement à la réponse de l'ONU sur plusieurs catastrophes majeures, comme le cyclone Nargis au Myanmar en 2008, le tremblement de terre en Haïti au début de l'année, ou les inondations récentes au Pakistan.

« Assurer la livraison de l'aide humanitaire, efficacement et au bon moment, n'est pas une tâche facile, en raison des difficultés que représente la coordination des actions d'un large éventail d'acteurs, dont les gouvernements, les agences

onusiennes, les organisations non-gouvernementales (ONG) et d'autres partenaires diverses », a-t-il expliqué.

« Je ne peux pas leur dire quoi faire. Je peux seulement les convaincre que c'est dans telle ou telle direction que nous devons aller, que nous devons tous travailler ensemble, que nous devons éviter les lacunes et que nous devons éviter les doubles emplois. C'est qui se passe sur le terrain », a-t-il ajouté.

Pour John Holmes, la coordination s'est améliorée ces dernières années, autant que l'acheminement de l'aide, grâce notamment à la création en 2006 du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires de l'ONU (CERF), qui a permis d'accélérer les opérations de secours et le déblocage des fonds nécessaires pour intervenir rapidement.

Dans le même temps, John Holmes a estimé qu'il y avait « encore de la marge pour améliorer la manière dont l'organisation répond aux catastrophes et autres situations d'urgence ».

« La réponse n'est jamais parfaite, mais les catastrophes sont, par définition, des événements chaotiques et désordonnés, dans lesquels nous essayons d'imposer un certain ordre. Ce travail va se poursuivre mais le plus important c'est que nous avons fait de réels progrès et continuons à en faire », a-t-il poursuivi.

John Holmes, qui a été remplacé par un autre ressortissant britannique, Valerie Amos, a également mis en avant l'un des aspects les plus délicats de son travail : la coordination avec les gouvernements des pays touchés, souvent soupçonneux à l'égard des activités humanitaires de l'ONU, selon lui.

« Au lieu de faciliter notre travail, de nous fournir toute l'aide possible, nous avons l'impression parfois qu'ils nous mettent des bâtons dans les roues, ou qu'ils pensent que nous avons d'autres objectifs ou que nous nous immisçons trop dans leurs affaires internes », a-t-il indiqué, avant d'ajouter « c'est frustrant et difficile à gérer ».

S'il a souligné l'importance de respecter la souveraineté des États, le diplomate a également rappelé que l'objectif était d'atteindre les victimes et de leur fournir l'aide et l'assistance dont elles ont besoin.

« Nous avons un impératif humanitaire moral, celui d'essayer de nous rendre là où sont les gens qui ont besoin d'aide, donc il faut trouver un juste équilibre pour faire entendre notre voix, dire parfois des choses que les gouvernements ne veulent pas entendre, tout en travaillant avec eux et en respectant leur souveraineté », a-t-il conclu.

Haïti : à l'approche des élections, un risque d'agitation sociale existe



Des femmes policières servant au sein de la MINUSTAH.

8 septembre - La période électorale qui s'annonce en Haïti pourrait faire apparaître de nouveaux facteurs d'instabilité, met en garde le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un rapport sur la situation du pays publié mercredi.

« La Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) a constaté une augmentation du nombre d'armes en circulation, surtout dans les zones de la capitale où la criminalité est habituellement élevée », s'inquiète Ban Ki-moon dans le document. « La campagne électorale – surtout la campagne législative – risque d'être en partie financée par le produit d'activités illégales, notamment le trafic de drogues, qui demeure un facteur

d'instabilité en Haïti », a-t-il ajouté.

Avant le tremblement de terre du 12 janvier, les moyens d'acheminement de la drogue, essentiellement de la cocaïne et du cannabis, étaient le transbordement généralement par la côte sud de l'île. Quelques semaines seulement après la catastrophe, la MINUSTAH a reçu des informations selon lesquelles des pistes d'atterrissage clandestines étaient régulièrement utilisées, particulièrement dans le nord, et il semble que presque toutes les voies d'acheminement de la drogue ont été rétablies et que toutes les activités ont repris.

« Haïti aborde maintenant une période de changement qui sera déterminante pour sa stabilité future. Le problème le plus

immédiat, en dehors de la reconstruction, est l'organisation des élections présidentielles et législatives. Celles-ci doivent être crédibles et régulières, afin que le nouveau Président et le nouveau gouvernement disposent d'un mandat clair et incontesté pour diriger la reconstruction », indique Ban Ki-moon.

Il assure que la MINUSTAH continuera d'apporter « un appui inébranlable, même pendant la période qui suivra les élections, qui risque d'être marquée par une certaine volatilité ». Le Secrétaire général s'est félicité de la création de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti, qui coordonne les activités de reconstruction entre l'Etat, l'ONU et la société civile.

« Néanmoins, alors qu'on s'attend à ce que moins de 10% des sommes annoncées passent par le Fonds, je trouve préoccupante la rareté des fonds non réservés dont le gouvernement disposera pour poursuivre ses objectifs prioritaires », dit le Secrétaire général. « Si l'aide apportée à Haïti passe par la Commission plutôt que par des arrangements bilatéraux, le gouvernement sera mieux à même de réaliser son plan d'action et de prendre les rennes de la reconstruction, ce qui est un élément essentiel si l'on veut 'refaire en mieux' ».

Plus de six mois après le tremblement de terre du 12 janvier, le gouvernement haïtien dénombre 1,3 million de déplacés dans le pays répartis dans environ 1.300 camps improvisés à Port-au-Prince, Jacmel, et Léogane. Environ 4,3 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire, et plus de 1,5 million ont bénéficié d'un abri d'urgence. Dans la capitale, plus de 90% des déplacés ont accès aux cliniques locales et 2,1 millions de personnes ont reçu du matériel d'urgence, plus de 11.000 latrines ont été installées, qui suffisent à la majorité des déplacés. De l'eau continue d'être distribuée à 1,2 million de personnes.

Les élections présidentielles et législatives ont été fixées par le gouvernement haïtien au 28 novembre prochain. « Le risque d'agitation sociale existe, et le peuple haïtien peut être fier qu'il n'y ait pas eu de troubles importants jusqu'à présent, malgré la dureté et la précarité de la situation dans laquelle se trouvent tant de Haïtiens. On ne saurait exagérer les difficultés posées par l'évacuation des décombres. Il est absolument vital que la reconstruction progresse », écrit Ban Ki-moon.

« Alors qu'Haïti s'estompe dans l'attention des médias, il importe que les donateurs et les autres fournisseurs d'aide internationaux n'oublient pas la magnitude du tremblement de terre de janvier. Il faudra que le gouvernement haïtien sache prendre les décisions voulues et que la communauté internationale continue de l'appuyer », conclut-il.

L'ONU-Habitat récompense six villes pour leurs politiques d'aménagement



8 septembre - L'ONU-Habitat, l'agence onusienne chargée de promouvoir un développement durable des villes pour offrir un logement décent à tous les habitants de la planète, a rendu public lundi le nom des lauréats 2010 de son « prix d'honneur de l'habitat », qui récompense les individus et les institutions ayant mis en œuvre les projets les plus significatifs dans le domaine de l'habitat et du développement humain afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes. Les prix seront décernés à l'occasion de la Journée mondiale de l'habitat, célébrée depuis 1986 par l'ONU le premier lundi d'octobre de chaque année.

Sont récompensés cette année:

Autriche : la municipalité de Vienne pour son Programme de rénovation urbaine durable qui a servi de modèle pour d'autres villes d'Europe de l'est. Depuis 1984, dans le cadre de ce programme de « rénovation urbaine douce », la ville a pris soin de consulter ses habitants sur l'ensemble des changements prévus et de prendre en compte leurs points de vue, plutôt que d'opter pour une politique de démolition de certains quartiers à réhabiliter et de réinstallation forcée de leurs habitants. À l'époque, plus de 300.000 logements sans système convenables de toilettes, de distribution d'eau potable et d'assainissement, représentant 40% du parc de logements de Vienne allaient faire l'objet d'un vaste programme de rénovation. Dans le cadre de ce programme qui a coûté plusieurs millions de dollars au cours des années, le nombre de logements répondant aux normes les plus basses a été ramené à moins de 9%, tandis que 5.000 bâtiments rassemblant près de 250.000 appartements étaient modernisés.

Chine : la municipalité de Kunshan pour l'approche novatrice qu'elle a développée à l'égard des migrants à qui elle offre des services essentiels. Attirant chaque année 800.000 demandeurs d'emploi venus de tout le pays, Kunshan organise cinq « foires de l'emploi » chaque semaine. Au cours des deux dernières années, elle a aidé plus de 200.000 personnes à trouver du travail et construit assez de nouveaux logements pour que l'espace dont dispose chaque habitant pour vivre, passant de 12 mètres carrés en 1999 à 40 mètres carrés aujourd'hui. La municipalité de Kunshan assure également aux migrants un accès à un système de retraite, de santé et de couverture sociale. Elle offre aussi des formations et assure aux migrants le même accès aux services publics que celui de la population locale.

Colombie : la ville de Medellin a été récompensée pour la mise en œuvre, avec succès, de trois programmes destinés à réduire la pauvreté urbaine, offrir une couverture maladie pour les enfants et donner aux habitants les plus marginalisés la possibilité de faire entendre leur voix dans l'organisation des services publics.

Le programme de réduction de la pauvreté a visé les 40.000 foyers les plus pauvres de la ville. Le programme de couverture santé assure une prise en charge gratuite de tous les enfants de moins de 5 ans. Enfin, le dernier programme évalue en permanence l'impact et le fonctionnement des services municipaux afin de s'assurer que les décisions prises répondent aux attentes de la population et aux objectifs fixés.

Maroc : le Ministère de l'habitat et du développement urbain et l'entreprise publique Al Omrane, chargé de la mise en œuvre des politiques publiques dans le secteur du logement, sont récompensés pour le programme national de réduction des bidonvilles dans tout le pays, considéré comme l'un des exemples les plus efficaces d'aménagement urbain en Afrique.

Déjà copié en Egypte et en Tunisie, le programme marocain s'était fixé en 2004 l'objectif de réduire les bidonvilles de 85 villes d'ici à 2012. Mis en œuvre par l'entreprise publique Al Omrane, le programme a permis au cours de la dernière décennie d'éliminer 45,8% des quartiers insalubres du pays où habitaient 1,6 million de personnes. Le programme a coûté jusqu'à présent 2,8 milliards de dollars.

Singapour : le Conseil du logement et du développement (HDB) de la municipalité reçoit le prix de l'habitat pour avoir lancé et mené à bien l'un des programmes sociaux et environnementaux les plus prometteurs d'Asie et de la planète. Depuis un demi-siècle, le HDB fournit des logements à une population en croissance permanente. Aujourd'hui, plus de 8 Singapouriens sur 10 habitent dans un logement construit par le HDB et plus de 9 sur 10 en sont devenus propriétaires. Ce programme a fait de Singapour l'un des pionniers mondial dans l'élaboration et la réalisation de politiques de développement urbain adapté aux besoins des différentes catégories de population- personnes âgées, jeunes couples, handicapés.

Afrique du Sud : la Société des logements sociaux de Johannesburg (JOSHCO), entreprise publique chargée de développer et gérer un parc de logements sociaux, est récompensée pour avoir fourni des dizaines de milliers de logements abordables à des populations dans le besoin, amélioré leurs conditions de vie et leur avoir offert des services sociaux de base.

Dans le cadre d'un projet exemplaire de développement communautaire, la JOSHCO a converti depuis 2004 d'anciens hôtels pour mineurs et des bâtiments abandonnés du centre-ville en habitations sociales, et avoir réhabilité plusieurs quartiers de taudis pour les rendre habitables. La JOSHCO a également lancé des campagnes de nettoyage, développé des infrastructures pour des activités sportives, lancé des programmes qui mettent l'accent sur la lutte contre la criminalité urbaine et les violences faites aux femmes et aux enfants.

Pakistan : Amos dans l'une des provinces les plus touchées par les inondations



Des victimes des inondations au Pakistan.

8 septembre - Au deuxième jour de sa visite au Pakistan, la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnatrice des secours d'urgence, Valerie Amos, s'est rendue mercredi dans la province du Sindh, l'une des plus touchées par les inondations, avec 27.000 kilomètres carrés sous les eaux, près d'un demi million de foyers détruits et 6,9 millions de personnes déplacées.

Accompagnée de plusieurs représentants des autorités locales et de responsables de la communauté humanitaire, elle a rencontré des victimes des inondations, qui ont pu lui faire part de leurs inquiétudes et angoisses face au manque de nourriture, au risque d'épidémie et à la probable perte de tous leurs biens, même après le retrait des eaux.

« Tout ce que j'ai vu et entendu a confirmé que cette catastrophe - déjà une des plus importantes du monde - continue de prendre de l'ampleur », a indiqué Valerie Amos.

« Rien que dans la province de Sindh, la crise humanitaire est plus importante que ce qu'ont connu la plupart des pays déjà touchés par des catastrophes. Avec 21 millions de personnes affectées à travers tout le Pakistan, cette crise ne peut pas être traitée comme les autres ; c'est une immense catastrophe, qui n'est pas encore terminée », a-t-elle ajouté.

Depuis le début des pluies torrentielles et des inondations début août, des millions de personnes vivent avec le strict minimum, après avoir perdu les maisons et moyens de subsistance qu'ils avaient. Les maladies diarrhéiques se répandent dans toutes les zones touchées et les éventualités d'une épidémie de paludisme et d'une augmentation dangereuse de la malnutrition sont désormais en tête des préoccupations. Particulièrement exposés, des millions d'enfants et de femmes enceintes.

Dans la localité de Haibat Bund, à proximité de Ghauspur, Valerie Amos a rencontré des populations contraintes de fuir après la rupture des digues et autres protections prévues contre les inondations. Elle s'est entretenue avec des familles installées dans des abris temporaires, pour s'enquérir notamment de leurs besoins et s'assurer qu'ils étaient satisfaits par les efforts des secours et des agences humanitaires. Lors d'un échange avec une mère de six enfants, elle a aussi pu entendre les difficultés rencontrées pour rester en bonne santé sans un accès suffisant à l'eau potable, à la nourriture, à l'assainissement ou aux moustiquaires protégeant du paludisme.

Dans la ville de Sukkur, la capitale du Sindh, la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires s'est rendue dans un camp de déplacés installé à l'Institut d'Administration des Entreprises (IBA). Elle y a rencontré des enfants scolarisés dans une école de fortune, installée dans le camp. Plus de 4.000 écoles de la province du Sindh ont en effet été submergées par les eaux. Des écoles temporaires comme celle du camp d'IBA ont été ouvertes en attendant, pour offrir un semblant de normalité aux enfants.

Valerie Amos a également rencontré des représentants locaux des organisations non-gouvernementales (ONG), des agences des Nations Unies et du gouvernement local de Sukkur pour discuter des défis et des efforts à mettre en œuvre dans les prochains jours, mais aussi les prochaines semaines et les prochains mois.

« Les préoccupations que les gens ont exprimé concernent des problèmes que nous pouvons traiter, comme le paludisme, le manque de nourriture pour leurs enfants, les maladies cutanées qui apparaissent et le nombre insuffisant d'abris », a-t-elle expliqué. « Les gens sont également anxieux quant à leur avenir. Beaucoup d'entre eux s'inquiètent de ce qu'il restera lorsque les eaux se seront retirées ».

Dans le Sindh, l'ONU et ses partenaires ont livré jusqu'à présent des rations alimentaires mensuelles à 445.000 personnes et des médicaments de base pour couvrir les besoins de 656.700 personnes. 7.786 tentes et 33.668 bâches ont également été distribuées à environ 122.000 personnes. Chaque jour, 115.000 personnes reçoivent aussi de l'eau potable par camions-citernes, ainsi que des tablettes de purification d'eau.

« La communauté humanitaire a beaucoup à offrir ici. Nous pouvons éviter beaucoup de souffrances inutiles, mais seulement si nos opérations sur le terrain sont organisées correctement. Je vais devoir demander à nos soutiens de faire plus car nous avons besoin de beaucoup plus de ressources financières », a conclu Valerie Amos.

Ban Ki-moon achève sa visite au Rwanda



Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon (à gauche) avec le Président du Rwanda Paul Kagamé lors d'une visite au Rwanda en mars 2009.

8 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a achevé sa visite éclair au Rwanda, après avoir rencontré mercredi matin le Président rwandais Paul Kagamé et évoqué directement avec lui, et plusieurs autres représentants du gouvernement rwandais, un rapport du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) sur des violations des droits de l'homme en République démocratique du Congo (RDC) entre 1993 et 2003.

Ban Ki-moon tiendra une conférence de presse jeudi au siège de l'ONU, à New York, pour donner plus de détails sur le résultat de ce voyage qui visait, comme l'avait indiqué son porte-parole avant son départ mardi, « à parler directement avec le Président rwandais et d'autres responsables du gouvernement de leurs préoccupations liées au rapport sur les droits de l'homme en RDC établi par le Haut Commissariat aux droits de l'homme ».

Ban Ki-moon, qui était accompagné de son Représentant spécial pour la RDC, Roger Meece, du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Alain Le Roy, et du Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, Ivan Simonovic, a également rencontré mardi soir la ministre rwandaise des affaires étrangères Louise Mushikiwabo.

La Haute commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, a annoncé la semaine dernière que le rapport sur des violations des droits de l'homme en RDC entre 1993 et 2003 serait rendu public le 1er octobre 2010.

L'ONU plaide pour une coopération renforcée pour lutter contre le terrorisme



Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon lors d'un symposium en 2008 sur le soutien aux victimes du terrorisme à l'ONU.

8 septembre - Les Etats membres doivent mieux coordonner la circulation de l'information pour lutter plus efficacement contre le terrorisme, a recommandé le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un rapport publié mercredi sur la Stratégie mondiale contre le terrorisme.

Les États Membres, les entités du système des Nations Unies et les organisations internationales et régionales doivent renforcer « la collaboration et les échanges d'informations entre eux, aux fins d'une meilleure mise en œuvre » de cette stratégie, écrit Ban Ki-moon dans son rapport.

Dans la résolution 62/272, l'Assemblée générale des Nations Unies engage les États Membres et les autres organisations internationales, régionales et sous-régionales à intensifier leur action pour appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

Cette stratégie apporte un soutien à l'action concrète de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF), créée par le Secrétaire général en juillet 2005, afin de garantir la coordination globale et la cohérence de l'ensemble des initiatives antiterroristes du système des Nations Unies.

L'objectif est d'intensifier « les mesures visant à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme », à renforcer « les moyens dont les États disposent pour prévenir et combattre le terrorisme » et à garantir « le respect des droits de l'homme et la primauté du droit en tant que base fondamentale de la lutte antiterroriste ».

« La Stratégie ne peut être considérée comme intégralement appliquée qu'avec la conclusion d'une convention contre le terrorisme international. Comme ils s'y sont engagés dans la Stratégie, les États Membres doivent n'épargner aucun effort

pour parvenir à un accord et conclure une convention qui traduit leur unité d'action dans la lutte mondiale contre le terrorisme », a-t-il souligné.

« L'ONU a fait faire un grand pas au monde en renforçant la coopération dans la lutte contre le terrorisme mais nous sommes loin d'avoir atteint un havre de sécurité. Le Secrétaire général continue de compter sur les États Membres pour nous emmener, avec l'appui de toutes les entités du système des Nations Unies, vers la paix et la sécurité pour tous », conclut Ban Ki-moon dans le rapport.

Dans un discours prononcé mercredi devant les États membres, le Président de l'Assemblée générale, Ali Treki, a souligné l'importance « d'une approche coopérative et stratégique pour lutter contre le terrorisme efficacement ». « La menace terroriste continue de se répandre », a-t-il ajouté en soulignant le pouvoir de déstabilisation du terrorisme dans le monde.

« L'impact sur nos sociétés, le traumatisme dans nos vies quotidiennes et le revers social et économique sur le développement causé par des actes terroristes est énorme et ne peut être quantifiable », a-t-il déclaré.

« J'appelle tous les États Membres à assortir leur condamnation du terrorisme d'une concertation d'une coordination de leur action pour mettre en œuvre la Stratégie globale de l'ONU contre le terrorisme », a conclu Ali Treki.